

*À qui la rue? Répression policière et mouvements sociaux*,  
Francis DUPUIS-DÉRI (dir.), Montréal, Éditions Écosociété, 2013,  
276 p.

Francis Villeneuve Ménard

Volume 27, Number 1, Fall 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1033632ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1033632ar>

[See table of contents](#)

---

Publisher(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (print)

1703-9312 (digital)

[Explore this journal](#)

---

Cite this review

Villeneuve Ménard, F. (2014). Review of [*À qui la rue? Répression policière et mouvements sociaux*, Francis DUPUIS-DÉRI (dir.), Montréal, Éditions Écosociété, 2013, 276 p.] *Nouvelles pratiques sociales*, 27(1), 254–257.  
<https://doi.org/10.7202/1033632ar>



## À QUI LA RUE? RÉPRESSION POLICIÈRE ET MOUVEMENTS SOCIAUX

**Francis DUPUIS-DÉRI (dir.)**

Montréal, Éditions Écosociété, 2013, 276 p.

Les pratiques de maintien de l'ordre employées par les policiers lors des manifestations ont des conséquences majeures non seulement sur la régulation de ce mode d'action collective, mais aussi sur les divers mouvements sociaux qui y ont recours. Ainsi, de nombreux chercheurs et chercheuses ont tâché depuis les années 1990 de mieux les comprendre. L'ouvrage dirigé par Francis Dupuis-Déri, professeur au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal, s'inscrit dans cette discussion sur les formes que prend la répression policière et ses effets sur les mouvements sociaux et l'enrichit de son regard sur la situation canadienne et, plus particulièrement, québécoise. Publié en mai 2013, il porte la marque de la grève étudiante québécoise du printemps 2012 tout comme celle du Sommet du G20 tenu en 2010 à Toronto. Si l'on sent ici et là l'urgence de s'interroger sur ces événements frappants, l'analyse ne s'y limite pas et se veut plus large.

Dans un chapitre introductif, Dupuis-Déri rappelle que, malgré une tendance à la pacification des rapports entre policiers et manifestants au XXe siècle en Occident, l'on assiste, depuis la fin des années 1990, à un durcissement des pratiques policières à l'égard du mouvement altermondialiste. Il adopte un concept extensif du terme « répression », qui inclut non seulement la violence physique exercée par les forces de l'ordre, mais aussi les autres dispositifs (gouvernementaux, médiatiques, judiciaires, etc.) susceptibles de limiter la contestation sociale. Cette répression, comme l'ont montré les sociologues des mouvements sociaux, peut avoir un effet paralysant sur la mobilisation, bien qu'elle puisse parfois la stimuler ou être à l'origine de nouvelles coalitions entre les groupes protestataires. À ce titre, il mentionne les liens tissés entre différentes organisations québécoises afin de lutter contre la répression policière elle-même.

Jean-Pierre Masse et Nathalie Bayon tentent pour leur part de démontrer, dans un chapitre intitulé « Les effets du 11 septembre 2001 sur le mouvement altermondialiste », que ces attentats ont opéré « comme un catalyseur dans les politiques répressives » (p. 59), qui leur étaient par ailleurs antérieures, qu'il s'agisse de la militarisation du maintien de l'ordre ou de la pénalisation du mouvement altermondialiste. Les rapprochements faits par certains entre altermondialisme et terrorisme ou position politique hostile à la démocratie auraient pour effet de discréditer ce mouvement social, tout en légitimant les mesures d'exception prises à son encontre. Si les auteurs proposent des pistes intéressantes de réflexion, qui s'appuient notamment sur des entretiens, leur observation participante et l'examen de lois et de règlements, la structure du texte permet mal d'en saisir le fil conducteur.

Dans le chapitre « La police des foules en Europe », Olivier Fillieule s'attarde à décrire les évolutions et facteurs influençant les styles de maintien de l'ordre employés lors des manifestations. Généralement, les policiers feraient une sous-application de la loi, négocieraient avec les manifestants et se livreraient à un important travail de cueillette d'informations. Les styles de maintien de l'ordre seraient malgré tout hautement sélectifs et varieraient en fonction de la perception qu'ont les autorités d'un groupe protestataire, du degré de professionnalisation des organisations policières et du contexte politique. La montée des manifestations transnationales aurait mené à la mise au point d'un nouveau style de maintien de l'ordre, marqué par une « militarisation accrue », « l'instauration de zones de sécurité renforcées » (p. 87) et une surveillance généralisée de ceux et celles qui y participent.

Dans « La délicate violence du policier sans uniforme », Marc-André Cyr s'intéresse aux actions des agents d'infiltration au sein du mouvement anticapitaliste québécois contemporain, qu'il met en parallèle avec celles qui ont visé le mouvement indépendantiste – plus particulièrement le Front de libération du Québec – entre 1963 et 1973. À partir du concept d'« infiltrateur », il s'affaire à montrer la présence de tels agents dans les manifestations et relate certaines de leurs actions qui laissent croire à une véritable provocation policière. Ces agents seraient également actifs dans les organisations politiques pour y recueillir de l'information, mais aussi, parfois, pour inciter à la commission d'infractions. Ces opérations d'infiltration et de provocation s'inscriraient dans une tentative de légitimation des pratiques répressives menées par les forces de l'ordre.

Dans ce qui est à mon sens l'un des meilleurs chapitres de l'ouvrage, « Broyer du noir – La répression policière de la “déviance politique” au Québec », Dupuis-Déri soutient que la répression policière ciblant le mouvement altermondialiste, qui se traduit notamment par la pratique des arrestations de masse, s'explique principalement par « l'attribution d'une identité

déviant et marginale à une classe de manifestantes et de manifestants » (p. 124). S'appuyant sur la théorie de l'étiquetage de la déviance, développée par Howard Becker, il émet l'hypothèse que divers « entrepreneurs moraux » apposent l'étiquette de « déviants » à certains militants, les assujettissant du même coup à une série de mécanismes de contrôle et de répression. Se livrant à une analyse des discours médiatiques, universitaires et policiers, il montre que la figure de l'anarchiste est largement mobilisée et associée à un signe de déviance politique. Les manifestants et manifestantes reliés, à tort ou à raison, à l'anarchisme seraient *ipso facto* considérés comme potentiellement violents. Bref, les arrestations de masse seraient davantage le fruit d'un profilage politique que la conséquence des gestes réellement posés lors des manifestations. L'auteur écarte du même coup une explication alternative souvent véhiculée dans la littérature, selon laquelle les manifestations altermondialistes recevraient un traitement différent de celles organisées par d'autres acteurs, par exemple des syndicats, en raison de l'absence de canaux institutionnels entre ces militants et les forces de l'ordre. Les motifs qui le poussent à rejeter cette explication ne sont pas des plus limpides, mais, à mon avis, l'application sélective par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) du Règlement sur la prévention des troubles de la paix, de la sécurité et de l'ordre publics, et sur l'utilisation du domaine public depuis sa modification en mai 2012 conforte sa thèse : parmi l'ensemble des groupes refusant de divulguer leur itinéraire et sans canaux de communication avec les policiers, seuls certains collectifs sont effectivement empêchés de manifester.

Les chapitres « Le droit de manifester en péril? Le cas du Sommet du G20 à Toronto » et « Printemps érable ou Printemps de la matraque? Profilage politique et répression sélective pendant la grève de 2012 » offrent une riche description des épisodes de répression ayant marqué ces mobilisations. Dans le premier, Dupuis-Déri montre comment les opérations de surveillance menées en amont du Sommet du G20 ont conduit à une « amplification de la menace », justifiant le recours à l'approche préventive de la « neutralisation stratégique » afin d'empêcher des personnes perçues comme dangereuses de manifester. Pour lui, « la répression massive perpétrée lors du Sommet du G20 a été la conséquence d'une erreur stratégique, à savoir d'un déploiement trop rigide qui n'avait d'autre objectif que d'empêcher la foule de s'approcher du périmètre de sécurité, ce qui a ouvert la voie au saccage » (p. 190) et a amené les policiers à se venger et à opter pour l'approche de la « neutralisation stratégique ». Dans le chapitre portant sur les manifestations étudiantes du printemps 2012, Dupuis-Déri s'affaire à comparer la mise en récit généralement véhiculée par les médias, selon laquelle les policiers interviennent à la suite de la commission de certains gestes par les manifestants et les manifestantes, à la réalité de ces pratiques. Pour atteindre cette dernière, il s'en remet à son observation participante,

à des témoignages de personnes ayant participé à ces manifestations, à la couverture médiatique de celles-ci et aux messages publiés sur le fil Twitter du SPVM. À l'image de la police « forcée d'intervenir », il oppose celle d'un corps policier qui choisit d'agir dans certaines situations, et non dans d'autres. Diverses variables influenceraient le comportement des forces de l'ordre : les attaques dirigées contre elles, le contexte politique, le caractère radical de la mobilisation, etc. Il en conclut donc que ces interventions policières ont un « caractère arbitraire » et laissent croire à une forme de « profilage politique » (p. 233).

Le chapitre qui clôt l'ouvrage, « Contre l'apitoiement – L'auto-organisation face à la répression politique », est rédigé par un militant, Alexandre Popovic. Ce dernier explique comment l'auto-organisation de manifestants et manifestantes aux prises avec le système de justice pénale a changé la forme que prend la répression policière à leur endroit. Leurs stratégies judiciaires – coûteuses pour le système – auraient conduit les forces de l'ordre à troquer, lors des arrestations de masse, les accusations criminelles d'avoir participé à un attroupement illégal contre l'émission de constats d'infractions à des règlements municipaux. Ce récit illustre bien que le droit est une pratique sociale complexe et qu'il peut être à la fois un instrument de contrôle social et un champ où peuvent être menées certaines luttes et opposées certaines résistances.

En somme, cet ouvrage plaira à ceux et celles qui s'intéressent aux pratiques de maintien de l'ordre lors des manifestations. Il offre un bon survol de l'évolution de celles-ci et un portrait de la répression dont sont victimes les mobilisations altermondialistes et étudiantes au Québec. Les tableaux produits en annexes, recensant diverses arrestations à caractère politique, sont d'ailleurs fort utiles pour mesurer l'ampleur de ce phénomène. Bien que certains des textes qui le composent aient déjà été publiés ailleurs, dans une version plus ou moins similaire, ils permettent de replacer dans une perspective plus large les contributions inédites, notamment celles relatives au Sommet du G20 de Toronto et à la grève étudiante de 2012. Le fait que l'ouvrage oscille entre un ton militant et un style universitaire ne devrait dissuader ni les uns ni les autres à s'y référer : l'ensemble est écrit dans un langage clair et accessible et la prise de position des auteurs permet au moins de savoir à quelle enseigne ils logent et d'évaluer leur analyse en conséquence.

**Francis VILLENEUVE MÉNARD**

Étudiant à la maîtrise en droit

Université d'Ottawa